



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 7 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GALVANOPLAST / SOCORFI**

Voie Arpenans  
70200 Les Aynans

Références : PPC  
N° dossier : 31638  
Code AIOT : 0006506328

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement GALVANOPLAST / SOCORFI implanté 23 AVENUE DU CHEMIN DES RENIERS 92390 Villeneuve-la-Garenne. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALVANOPLAST / SOCORFI
- 23 AVENUE DU CHEMIN DES RENIERS 92390 Villeneuve-la-Garenne
- Code AIOT : 0006506328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVANOPLAST exerce une activité de traitement de surface notamment pour le secteur automobile.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de l'inspection précédente du 18/10/22 ;
- Situation administrative ;
- Risque incendie ;
- Rejets aqueux.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.5.5	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 10.2.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 8.4.1	/	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 5.1.4	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 10.2.3.1	/	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 10.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.7	/	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.9	/	Sans objet
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé quatre non-conformités à l'issue de l'inspection. Concernant le risque incendie et les garanties financières, l'inspection constate que les non-conformités relevées lors de la précédente inspection du 18/10/22 n'ont pas été levées et propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant. Concernant les rejets aqueux, l'exploitant ne respecte pas la fréquence des contrôle de recalage pour les paramètres Ni et Zn et propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point. Les autres points de contrôle ne font pas l'objet de remarque particulière.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978, solvants organiques (installations et activités listées à l'annexe VII de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles), sont soumises aux dispositions du présent arrêté. L'activité inclut le nettoyage de l'équipement, mais pas le nettoyage du produit fini, sauf indication contraire. Les dispositions sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou au régime de l'enregistrement dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou par l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner sur la rubrique 1978 "Solvants organiques" de la nomenclature créée par le décret n° 2019-1096 du 28/10/19 et dont les dispositions sont issues de l'arrêté ministériel du 13/12/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978. L'exploitant devra justifier si son installation relève ou pas de cette rubrique en quantifiant la quantité de solvants utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

<b>Proposition de délais : 2 mois</b>
<b>N° 2 : Risque incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques – mises à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b> L'exploitant avait déclaré le 18/10/2022 à l'inspection des installations classées que tous les équipements électriques étaient reliés à la terre. Le dernier contrôle périodique date du 01/03/22. Le rapport du 15/03/22 conclut à des non-conformités ou observations. L'exploitant a déclaré mettre en place des actions correctives. L'inspection des installations classées est susceptible de revenir sur ce point lors d'une prochaine inspection. L'exploitant a transmis lors de la visite du 20/07/2023 à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de conformité des installations électriques n°229063.01.60.23.F.001.ELAR.001 qui a été réalisé par l'APAVE et daté du 27/03/23. Le rapport conclut à plus de 220 observations, nouvelles ou récurrentes. L'opérateur a relevé à cinq reprises (observations n°4, 62, 101, 186 et 209) une continuité à la terre inexistante de la masse. <u>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de transmettre un échéancier de remise en conformité de l'ensemble des installations électriques.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Rétentions et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie et dimensionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou un autre dispositif équivalent d'une capacité minimale de 472m3. L'évacuation des eaux d'extinction répond aux dispositions de l'article 4.3.11 du présent arrêté. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).
<b>Constats :</b> L'exploitant avait déclaré à l'inspection des installations classées le 18/10/22 que le site disposait d'une fosse enterrée sous l'établissement d'un volume de 470 m3 qui est destinée à récupérer les eaux d'incendie en cas de sinistre. L'exploitant a transmis une note de calcul du volume de rétention. Il transmettra à l'inspection les dispositions prises pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs. L'exploitant a déclaré lors de la visite du 20/07/2023 à l'inspection des installations classées que les bouteilles d'azote destinées au gonflage des boudins qui délimitent la zone de rétention étaient contrôlées à intervalles réguliers. <u>L'inspection demande à l'exploitant de tenir un registre, sous format papier ou électronique, pour enregistrer et dater toutes les opérations préventives ou curatives.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet des Hauts-de-Seine dans les cas suivants : tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ; sur une période au plus égale à cinq ans lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01n et ce dans les six mois qui suivent ces variations. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/05/12 susvisé. L'exploitant devra donc transmettre une actualisation du montant des garanties financières avant le 13/01/20. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la mise à jour du calcul des garanties financières. L'exploitant transmettra à l'inspection tout document attestant de la disponibilité des fonds conformément à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Contrairement à l'article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 27/07/18, l'exploitant n'a pas transmis le document demandé depuis la dernière inspection le 18/10/22. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de <u>mettre en demeure l'exploitant de transmettre tout document attestant de la disponibilité des fonds conformément à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les déchets produits étaient envoyés dans des filières spécialisées. L'inspection demande à l'exploitant de le justifier en transmettant les bordereaux de suivis de déchets dangereux pour l'année 2022.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets dangereux pour la période du premier semestre 2022. Depuis le 01/07/22, l'exploitant a déclaré qu'il utilisait l'application Trackdéchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 10.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif de l'émission journalière (moyen 24 heures) par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer. Ces mesures sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : (...)
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant réalise les mesures de concentration des polluants conformément aux dispositions prescrites à l'article 10.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27/07/18. En outre, l'exploitant transmet les résultats de l'autosurveillance par l'intermédiaire de l'application GIDAF. L'inspection des installations classées a pu visualiser les instruments de mesures utilisés pour réaliser l'autosurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures comparatives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder ou justifie de mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les deux derniers rapports de contrôle de conformité des rejets aqueux des eaux résiduaires pour les trimestres 1 et 2 de l'année 2023. Ils ont été réalisés par l'organisme Apave. Il est accrédité par le COFRAC et agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 10.2.3.2																																																								
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités des mesures comparatives																																																								
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																																								
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées au point de rejet défini à l'article 4.3.5. Elles sont réalisées sur un échantillon représentatif de l'émission journalière (moyen 24 heures), selon la fréquence minimale suivante :																																																								
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Code SANDRE</th><th>Fréquence</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>Température</td><td>1301</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>pH</td><td>1302</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>MES</td><td>1305</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>DCO</td><td>1314</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Fluorures</td><td>9962</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Azote global</td><td>1551</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Phosphore</td><td>1350</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Indice hydrocarbure</td><td>1442</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>AOX</td><td>1106</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Aluminium</td><td>1370</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Chrome VI</td><td>1371</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Chrome III</td><td>5871</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Fer</td><td>1393</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Cuivre</td><td>1392</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr><td>Nickel</td><td>1386</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr><td>Zinc</td><td>1383</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr><td>Trichlorométhane (chloroforme)</td><td>1135</td><td>Trimestrielle</td></tr> </tbody> </table>	Paramètre	Code SANDRE	Fréquence	Température	1301	Trimestrielle	pH	1302	Trimestrielle	MES	1305	Trimestrielle	DCO	1314	Trimestrielle	Fluorures	9962	Trimestrielle	Azote global	1551	Trimestrielle	Phosphore	1350	Trimestrielle	Indice hydrocarbure	1442	Trimestrielle	AOX	1106	Trimestrielle	Aluminium	1370	Trimestrielle	Chrome VI	1371	Trimestrielle	Chrome III	5871	Trimestrielle	Fer	1393	Trimestrielle	Cuivre	1392	Trimestrielle	Nickel	1386	Mensuelle	Zinc	1383	Mensuelle	Trichlorométhane (chloroforme)	1135	Trimestrielle	
Paramètre	Code SANDRE	Fréquence																																																						
Température	1301	Trimestrielle																																																						
pH	1302	Trimestrielle																																																						
MES	1305	Trimestrielle																																																						
DCO	1314	Trimestrielle																																																						
Fluorures	9962	Trimestrielle																																																						
Azote global	1551	Trimestrielle																																																						
Phosphore	1350	Trimestrielle																																																						
Indice hydrocarbure	1442	Trimestrielle																																																						
AOX	1106	Trimestrielle																																																						
Aluminium	1370	Trimestrielle																																																						
Chrome VI	1371	Trimestrielle																																																						
Chrome III	5871	Trimestrielle																																																						
Fer	1393	Trimestrielle																																																						
Cuivre	1392	Trimestrielle																																																						
Nickel	1386	Mensuelle																																																						
Zinc	1383	Mensuelle																																																						
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	Trimestrielle																																																						
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les deux derniers rapports de contrôle de conformité des rejets aqueux des eaux résiduaires pour les trimestres 1 et 2 de l'année 2023. Ils ont été réalisés par l'organisme Apave. Il est accrédité par le COFRAC et agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les prélèvements des échantillons ont été réalisés sur une période 24 heures. L'inspection constate que l'exploitant respecte la fréquence trimestrielle pour les polluants concernés conformément à l'article 10.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27/07/18. En revanche, contrairement à ce même article, <u>les polluants Ni et Zn ne sont pas suivis mensuellement mais trimestriellement. L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place une surveillance mensuelle par un organisme compétent.</u>																																																								
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																																																								
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																																																								
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois																																																								

**N° 9 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents rejetés doivent être exempts : • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : • Température : 30 °C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) et 6,5 à 9 (pour les eaux issues des ateliers de traitement de surface) • Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l • Rapport DCO/DBO5 inférieur à 2,5 (sauf pour les eaux issues des ateliers de traitement de surface).
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôle de conformité des rejets aqueux des eaux résiduaires daté de mars 2013 et réalisé par l'Apave n'a relevé aucune non-conformité aux dispositions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/07/06.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau public de collecte et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.		
Paramètres	Valeurs moyennes journalières maximales(mg/l)	Conditions sur le flux
MES	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j
DCO	600	/
Fluorures	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j
Azote global	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j
Phosphore	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j
Indice hydrocarbure	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j
AOX	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j
Tributylphosphate	4	Si le flux est supérieur à 8 g/j
Aluminium	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j
Chrome VI	0,1	/
Chrome III	2 jusqu'au 01/01/2020, 1,5 après le 01/01/2020	Si le flux est supérieur à 4 g/j
Cuivre	2 jusqu'au 01/01/2020, 1,5 après le 01/01/2020	Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j
Nickel	2	Si le flux est supérieur à 4 g/j
Etain	2	Si le flux est supérieur à 4 g/j
Zinc	3	Si le flux est supérieur à 6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	1 à partir du 01/01/2020	
Les valeurs limites en termes de concentration sont contrôlées sur l'effluent brut non décanté. Les valeurs limites sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut dépasser le double de la valeur limite.		
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôle de conformité des rejets aqueux des eaux résiduaires daté du 04/07/23 et réalisé par l'Apave n'a relevé aucune non-conformité aux dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 18/07/06.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

N° 11 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales et des surfaces imperméabilisées non polluées, dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration citées à l'article 4.3.7 du présent arrêté ainsi que celles fixées ci-après :
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de conformité des rejets aqueux des eaux résiduaires n°100050139-001-1 du premier trimestre 2023 daté du 04/07/23. Il a été réalisé par l'organisme accrédité et agréé Apave. Le rapport n'a relevé aucun dépassement des valeurs limites d'émission ou de flux. Il est cependant constaté un dépassement dans le rapport sur le paramètre DCO/DBO5 supérieur à la valeur limite fixée. Les prélèvements des échantillons ont été réalisés sur une période 24 heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet